



CRISES : sommés-nous en capacité de les affronter ?

EXTRAITS du Rapport sur la résilience
de la société française - 2023

Avec l'appui de la Fondation
Croix-Rouge française



édito

Un rapport pour agir



Philippe Da Costa,
Président de la Croix-Rouge française

Le 1^{er} novembre 1755, un séisme titanesque frappe la péninsule ibérique. Les secousses sont ressenties jusqu'en Finlande et des raz-de-marée percutent l'Afrique du nord. L'Europe toute entière se retrouve sous le choc. Jean-Jacques Rousseau écrit alors une lettre à Voltaire, dans laquelle il réfute la thèse de la fatalité, s'interrogeant sur le poids des décisions humaines.

« La plupart de nos maux physiques sont encore notre ouvrage, écrit-il. [...] Si la nature n'avait point rassemblé là vingt mille maisons de six à sept étages, et que si les habitants de cette grande ville eussent été dispersés plus également, et plus légèrement logés, le dégât eût été beaucoup moindre, et peut-être nul. »

Rousseau, à travers ces quelques lignes, pose les premières bases d'une réflexion politique sur l'anticipation des crises. Le tremblement de terre est certes inévitable, mais nous, citoyens, n'aurions-nous pas pu être mieux préparés ?

Plus de 250 ans plus tard, l'enjeu demeure le même.

Les crises ont certes évolué, à la fois dans leur ampleur, leur complexité, leur imprévisibilité. Mais elles posent toujours la question, dont l'urgence se fait désormais ressentir, de notre capacité à les affronter.

Avec le soutien du Centre de recherche pour l'observation et les conditions de vie (CREDOC), la Croix-Rouge française a réuni plus de quarante indicateurs afin de dresser un état des lieux de la résilience en France. **Ce rapport est une première en la matière.** Il évaluera chaque année nos progrès et nos axes d'amélioration, afin d'éclairer et orienter nos décisions.

Ses conclusions initiales révèlent une société lancée dans une dynamique vertueuse avant 2020. Touchée par la pandémie, la France est désormais contrainte de reconstituer ses forces. Mais la progression de plusieurs indicateurs suggère qu'une amélioration de notre résilience collective est à portée de main. Il nous appartient désormais d'accélérer notre préparation afin de répondre, par l'action, à l'anxiété légitime de nos concitoyens face à l'émergence de nouveaux déséquilibres.

Car, au-delà d'un état des lieux, cette étude se conçoit comme un appel à l'action. **Nous devons tous participer à la construction d'une société plus résiliente.**

Pour cela, il nous faut convaincre l'ensemble de nos forces vives d'investir du temps, de l'argent et de l'énergie dans une préparation dont les bénéfices sont décisifs mais difficilement quantifiables. Le lien social et la solidarité, sans lesquels nous ne pourrions construire ni société, ni résilience, constituent les piliers d'une France à même de faire face.

Saisissons nous donc de ce rapport inédit pour faire resurgir notre volonté collective d'aller de l'avant.

5

Pour une résilience collective

7

Les enseignements de ce premier rapport : Une capacité de résilience collective fragilisée

Des risques en augmentation	7
Préparation : quelques progrès, beaucoup de chemin à parcourir	8
<u>3 illustrations issues du rapport :</u>	
En vingt ans, moins de soutien possible face à des difficultés financières	8
Une meilleure préparation aux risques grâce à l'augmentation du nombre de plans de prévention des risques	10
Seul un Français sur dix a une très bonne connaissance des gestes qui sauvent, un sur deux une connaissance approximative	11
Une société qui offre un peu moins de protection	12
<u>3 illustrations issues du rapport :</u>	
Augmentation du temps moyen d'intervention des secours, liée à une hausse des besoins et une stagnation des effectifs	12
Une offre de soin en CMP encore inégale dans sa répartition sur le territoire et en diminution globale malgré une hausse de la demande	13
La redistribution diminue nettement le taux de pauvreté, mais cet effet semble s'affaiblir	14
Une cohésion fragile	15
<u>3 illustrations issues du rapport :</u>	
Une moins grande capacité des élèves à coopérer en France qu'ailleurs en Europe	15
Un dynamisme associatif freiné (temporairement ?) par la crise du Covid-19, et la transformation des financements	16
Sur une longue période, la lente érosion de la fréquence des rencontres sociales	17
Quels axes de progrès pour évaluer la résilience ?	18

19

Faire ensemble et coopérer face aux crises L'appel-engagement de la Croix-Rouge française

De la réactivité à la proactivité : nous préparer aux conséquences des dérèglements climatiques	19
Développer la journée nationale d'exercice et de préparation	19
Garantir une formation aux premiers secours et aux comportements qui sauvent, avec pour objectif de former 80 % de la population	20
Garantir les conditions d'un parcours d'engagement, tout au long de la vie, de l'école à l'entreprise	20
Amorcer une trajectoire de résilience collective	20
Mieux accueillir	21
Mieux loger	21
Mieux soigner	21
Mieux nourrir	21
Notre message	20

22

Définition de la résilience

27

Méthodologie

→ POUR CITER CE DOCUMENT

Hoibian S., Lemaire E., Taboury S., Brice-Mansencal L., Forcadell E., De Chambost De Lepin N. (CREDOC), CROIX-ROUGE FRANÇAISE, « Crises : sommes-nous en capacité de les affronter ? Le rapport sur la résilience de la société française », Édition 2023, Paris, mai 2023.

Pour une résilience collective

Ukraine, Covid-19, feux de forêts,
contexte de défiance... : comment faire face
à des crises qui se multiplient et s'amplifient ?

Comment les prévenir, les gérer et surtout
s'y préparer ? Pour y répondre, éclairer et
orienter nos actions, nous publions avec
le CREDOC le tout premier rapport sur
la résilience de la société française. Une
référence pour agir collectivement.

La Croix-Rouge française a confié au CREDOC la mission de dresser un état des lieux de la **résilience de la société française**. Ce rapport n'a pas vocation à étudier les individus et leurs caractéristiques propres. Nous avons pris le parti de donner une vision sociétale, collective de la résilience. L'organisation de la société, ses valeurs, son état social, politique, démocratique, sanitaire... permettent-ils à la nation et aux individus qui la composent de faire face à des chocs, d'anticiper et de se préparer à des bouleversements ou des difficultés ? Cette société est-elle à même de faire face à des événements marquants ?

Le succès de la notion de résilience est à la mesure des enjeux auxquels nous sommes tous confrontés : la multiplication, la diversification et l'intensification des crises (catastrophes naturelles et industrielles, pandémies, crises sociales ou politiques...) sous l'effet du changement climatique et de la complexification des enjeux géopolitiques et sociaux. Elle est donc une condition essentielle pour la survie et le développement durable des sociétés humaines, toutes confrontées à une « vulnérabilité partagée ». Nous sommes ou serons tous vulnérables et les crises récemment traversées nous l'ont rappelé.



Pour une résilience collective

Nous définissons ainsi la résilience de la société française¹ comme le rapport entre **l'exposition aux risques** et la capacité :

- 1 de préparation en amont** pour éviter leur survenue (prévention) et en réduire les impacts,
- 2 de protection en aval pour limiter leurs effets,**
- 3 de cohésion sociale nécessaire pour la réussite de chaque étape.**


$$\text{Résilience} = \frac{\text{Préparation, Protection, Cohésion}}{\text{Risques}}$$

Pour parvenir à cette vision panoramique des risques et des impacts des crises sur la société, nous avons trié, décortiqué, analysé une quarantaine d'indicateurs en collaboration avec le **Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC)**. Nous nous sommes également appuyés sur les travaux de la Fondation Croix-Rouge française pour la recherche humanitaire et sociale et sur l'expertise terrain d'associations pour affiner ce diagnostic. Nous sommes en effet les premiers témoins des crises, mais aussi des acteurs de premier plan, porteurs de solutions concrètes.

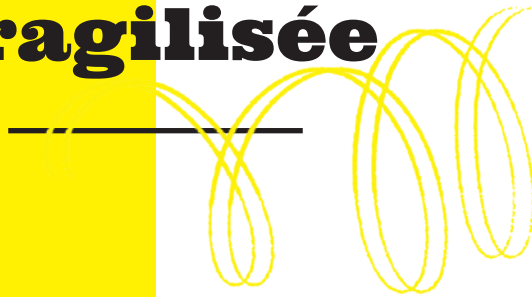
Ce rapport est une première en France. Cette étude n'est pas figée. Elle est amenée à être affinée et enrichie chaque année. Elle doit pouvoir offrir une base de discussion et d'échanges pour tous les acteurs qui aspirent à bâtir une résilience collective. Notre objectif est de nourrir la réflexion afin d'accélérer la transformation de notre société, de trouver de nouvelles voies, des solutions pour faire face aux crises de demain. Ce partage de connaissances et d'expertises est essentiel pour mobiliser, pour être en capacité d'agir et de vivre dans un monde plus sûr. Nous sommes tous acteurs de cette résilience, pouvoirs publics, associations, entreprises et citoyens.

¹ En miroir de la définition de la vulnérabilité proposée par Nicolas Sirven (2007), des travaux menés par la Croix-Rouge française avec Futuribles, et de travaux sur la cohésion sociale (Hoibian, 2020).



Quels enseignements tirer de ce rapport ?

Une capacité de résilience collective fragilisée



L'analyse de la quarantaine d'indicateurs mobilisés conclut à une dégradation de la capacité de résilience de la société française au cours des décennies 2000 et 2010, à laquelle s'ajoutent les stigmates de la période pandémique récente.

Des risques en augmentation

Les risques se multiplient. Certains étaient annoncés ou identifiés de longue date, comme les catastrophes d'origine naturelle, l'augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses, d'autres se sont amplifiés dans la **dernière décennie** comme le nombre de décès liés à des conflits armés, la hausse des affections longue durée, la défiance dans les institutions et les tensions sociales qu'elles peuvent provoquer, certains sont **ré-apparus** comme la remontée du taux de pauvreté alors que celui-ci était orienté à la baisse jusqu'au milieu des années 2000, ou encore plus **récemment**, en lien avec le Covid (montée des syndromes dépressifs) ou l'accélération de la digitalisation de la société (cyber-attaques)... sur l'ensemble des 12 risques étudiés, seuls deux sont en recul. **La qualité de l'air s'est globalement améliorée en vingt ans**, sous l'effet des politiques publiques et de l'évolution des équipements, et l'on constate des signaux positifs depuis une dizaine d'années de diminution de la proportion de victimes d'atteintes aux personnes, notamment en lien avec une baisse des vols et cambriolages.

L'ensemble des graphiques présents dans cette synthèse sont extraits du *Rapport sur la Résilience de la société française — 2023*



Préparation : quelques progrès, beaucoup de chemin à parcourir

Concernant la capacité de **préparation aux risques**, certains indicateurs sont préoccupants. Signalons en particulier la diminution des lits d'hôpitaux, régulière depuis la fin des années 90, et parfois même avec un rythme plus rapide que celui constaté dans d'autres pays européens, et qui perdure aujourd'hui malgré l'attention portée aux tensions du système de santé pendant la pandémie de Covid-19, et les besoins grandissants (vieillesse, maladies chroniques, etc).

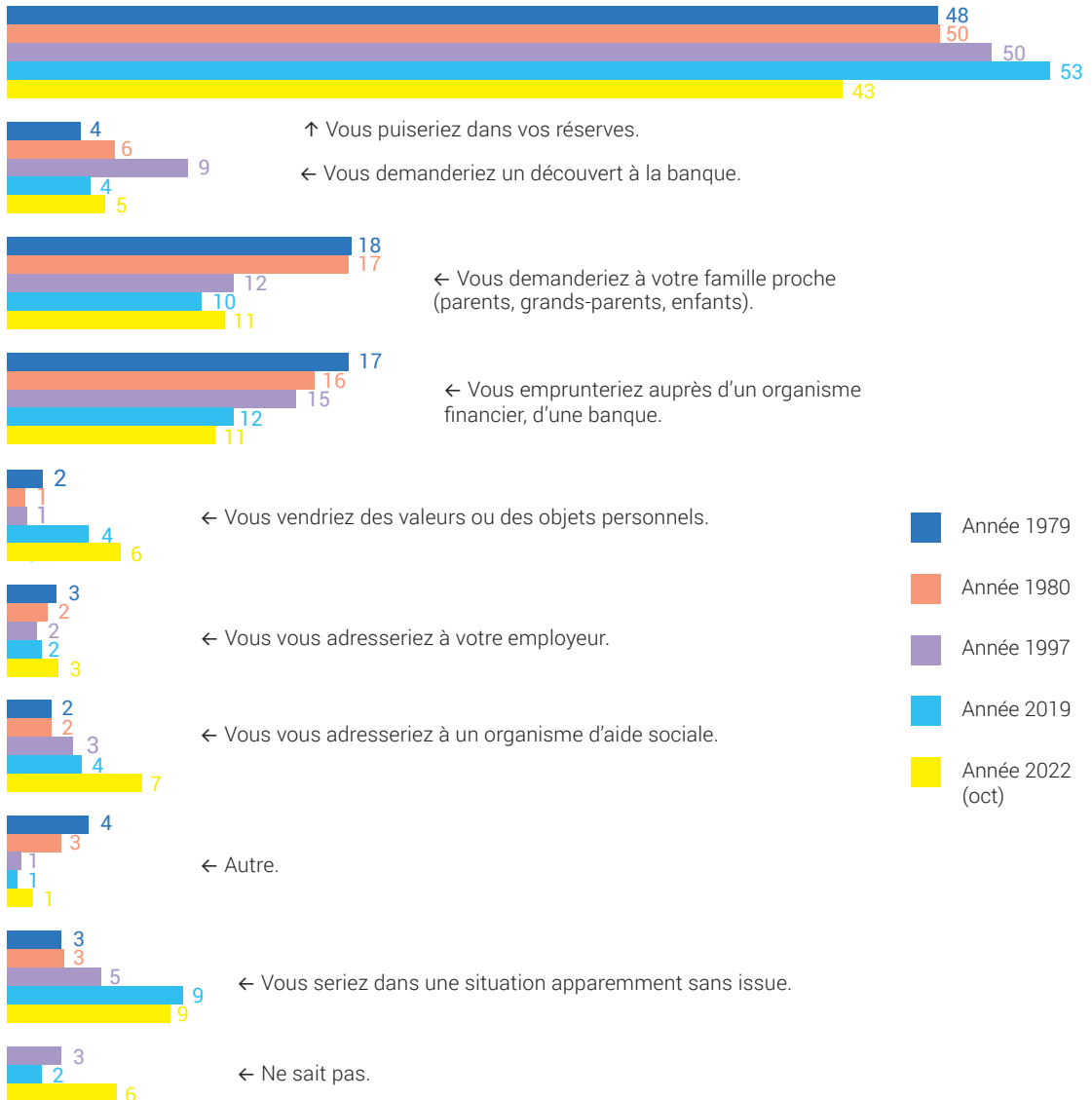
Les marges de progrès restent importantes qu'il s'agisse de la formation au numérique ou aux gestes de premiers secours, et de la participation aux dépistages. Au total, on constate **des progrès quasi aussi nombreux que des reculs**, depuis une dizaine d'années : avec notamment une progression de la part de jeunes en emploi, ou en formation, ainsi qu'une progressive prise de conscience des **enjeux climatiques**, qui se traduit par une baisse très limitée mais régulière de l'empreinte carbone, une augmentation du nombre de plans de prévention des risques constitués par les collectivités et de timides progrès des ménages en termes d'écogestes.

1 En vingt ans, moins de soutien possible face à des difficultés financières

Ne pas être en mesure de faire face à un besoin « imprévu » est un facteur de fragilisation des ménages et des individus et limite les capacités de résilience face aux aléas de la vie. L'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC a interrogé trois fois, à vingt ans d'intervalle (début des années 80, fin des années 90, et proche de 2020) la population sur ses ressources face à une dépense imprévue de 2 000 euros.

À l'exception du recours à un organisme d'aide sociale, les Français apparaissent plus isolés que par le passé devant une dépense imprévue, nécessitant ainsi de compter davantage sur leurs réserves ou la vente d'objets plutôt que sur leurs réseaux personnels, professionnels, financiers.

Capacité à faire face à une dépense imprévue de 2 000 euros (épargne, aide familiale,...)



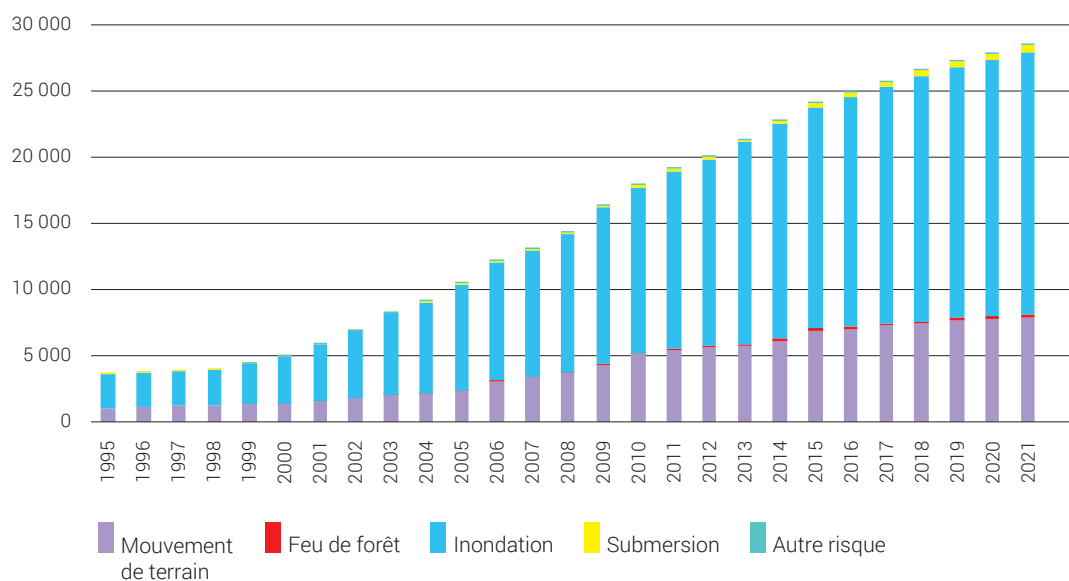
Champ : 15 ans et plus, France métropolitaine et DOM. (Avant 2015, 18 ans et plus, France métropolitaine uniquement). **Source :** Crédoc, Conditions de Vie et Aspirations.

2

Une meilleure préparation aux risques grâce à l'augmentation du nombre de plans de prévention des risques

Depuis 1995, la France se dote de plans de prévention des risques naturels (PPRN) qui définissent des zones d'exposition aux phénomènes naturels prévisibles directs ou indirects et qualifient leur potentielle intensité. En 2009, un objectif de 12 500 communes couvertes par un PPRN avait été fixé, et si en 2019 seules 11 500 étaient alors couvertes, en 2021 l'objectif avait été dépassé avec un total de 14 144 communes couvertes.

Évolution du nombre de PPRN par type de risque



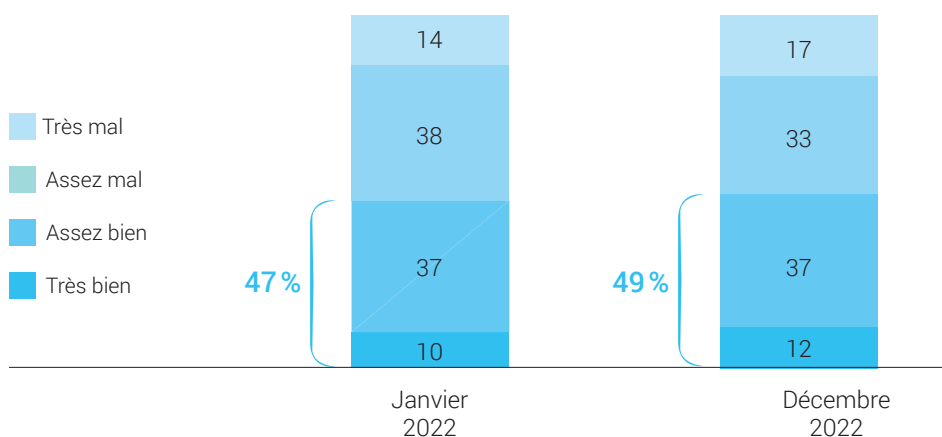
Champ : France entière, hors Mayotte. Source : Géorisques, Base Gaspar 1995-2021 – Calculs Crédoc.

3 Seul un Français sur dix a une très bonne connaissance des gestes qui sauvent, un sur deux une connaissance approximative

Loin de se substituer aux services professionnels de secours, le citoyen peut constituer le premier maillon de la « chaîne de survie » en repérant les premiers signes, en prévenant les secours et en prodiguant les premiers soins. En 2017, le Président de la République, avait ainsi posé pour objectif la formation de 80 % de la population française d'ici la fin 2021.

En 2022, près d'un Français sur deux indique qu'il connaît « très bien ou assez bien » les gestes qui sauvent. Les plus jeunes déclarent davantage connaître ces gestes (65 % parmi les moins de 25 ans contre 38 % parmi les 65 ans et plus). Mais seul un noyau dur d'environ un Français sur dix estime très bien connaître les gestes qui sauvent.

Proportion de personnes qui se sentent capables d'effectuer les gestes qui sauvent



Champ : 15 ans et plus résidant en France métropolitaine. **Source :** Sondage OpinionWay pour la Croix-Rouge française, Baromètre les Français et les gestes qui sauvent, décembre 2022.

Une société qui offre un peu moins de protection

Dans le même temps, les mécanismes de protection de la société s'érodent. Certes, ceux-ci restent encore très présents en France : **la protection sociale**, et les services publics réduisent très fortement les inégalités de niveau de vie qui sont, aujourd'hui encore, beaucoup plus contenues que dans de nombreux autres pays. Mais l'on constate néanmoins un affaiblissement récent de l'effet de la protection sociale sur la pauvreté, mesuré avant la survenue du Covid, et différents signaux de fragilisation des ménages dont la progression du nombre de personnes en hébergement d'urgence.

Coté sanitaire, depuis le début des années 2000, si on constate **une amélioration de l'effet de la prévention et des traitements sur la mortalité** (chaque année, le nombre de décès qui auraient pu être évités baisse), depuis le **milieu des années 2010**, différentes tendances interpellent : le temps moyen d'intervention des secours est en augmentation, l'accessibilité aux médecins généralistes est en diminution constante, l'offre de soins psychiques en diminution.

A cet affaiblissement, s'ajoutent de **vieilles lacunes** de la société française, comme le caractère **inégalitaire de son système scolaire**, régulièrement décrié mais toujours présent. Sur le plan **environnemental**, la prise de conscience de l'enjeu d'arrêt d'artificialisation des sols est trop récente pour que l'on en voit encore les effets après quatre décennies de progression de la ville et des espaces sans nature.

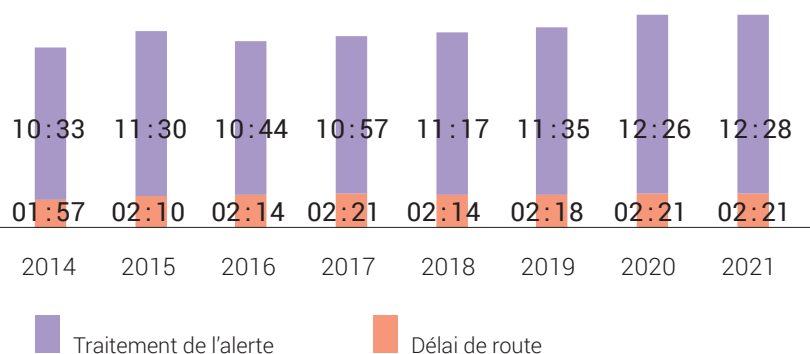
Là encore, sur les dix indicateurs étudiés, un seul est orienté positivement.

1 Augmentation du temps moyen d'intervention des secours, liée à une hausse des besoins et une stagnation des effectifs

La survie des personnes en cas d'accident ou de maladie soudaine est fortement liée au délai d'arrivée des secours sur place pour leur porter assistance. Depuis 2014, date à partir de laquelle des données sont disponibles, le délai moyen d'intervention des sapeurs-pompiers augmente régulièrement, passant de 12min30 en 2014 à 14min49 en 2021. Cette moyenne cache en outre de fortes disparités territoriales : le temps moyen d'intervention par département va de 20 min en Haute-Garonne (31) à seulement 8 min dans le Nord (59).

cf. graphique page suivante →

Temps moyen d'intervention des secours



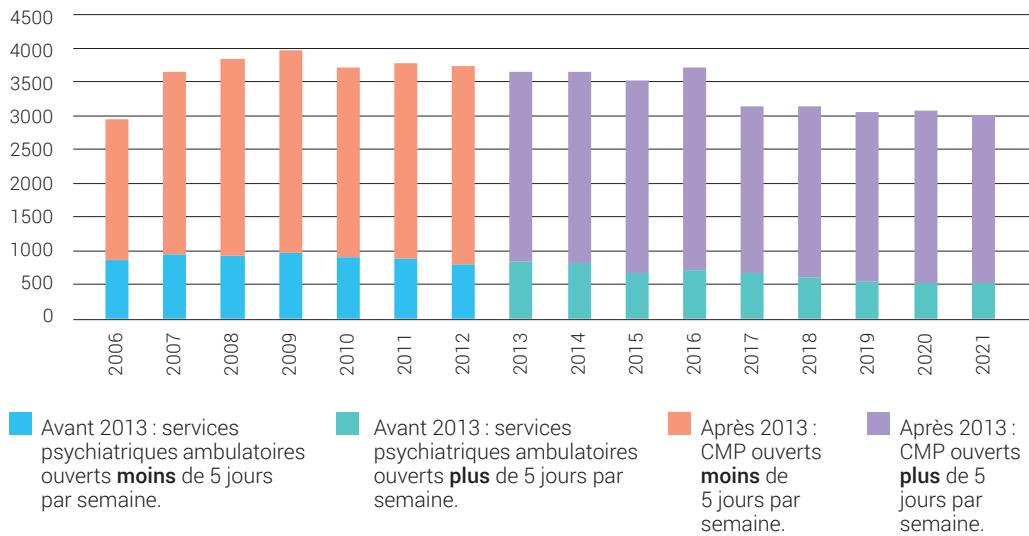
Champ : France métropolitaine. **Source :** Statistiques des services d'incendie et de secours (SDIS), Ministère de l'Intérieur, 2014-2021.

2 Une offre de soin en CMP encore inégale dans sa répartition sur le territoire et en diminution globale malgré une hausse de la demande

Les Centres médico-psychologiques (CMP) sont des unités d'accueil assurant des consultations de soins psychiatriques et l'orientation éventuelle vers des structures adaptées. La diminution globale de leur nombre depuis 2016 n'est pas compensée par le nombre de jours d'ouverture par semaine qui est aussi en diminution. Les CMP font face à une augmentation constante et importante des demandes de prise en charge. Au global, en 2017, près de deux millions de patients étaient pris en charge dans le secteur psychiatrique contre 700 000 en 1989, le dispositif ambulatoire captait en 2016 1,6 millions de ces patients, tandis qu'ils étaient seulement 560 000 en 1989. En parallèle, il existe de fortes inégalités territoriales. En effet, dans certaines zones géographiques à forte densité de population, les CMP ne parviennent pas à répondre à la demande de soin. À ceci s'ajoute le fait que certains territoires ont une offre de soins de psychiatrie moins diversifiée, qui permet donc moins de compenser les éventuels manques de places au sein des CMP. C'est ce que démontre le rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) en 2020, qui met en évidence que pour près d'un quart des départements, tous les types de professionnels du domaine de la psychiatrie sont très faiblement présents.

cf. graphique page suivante →

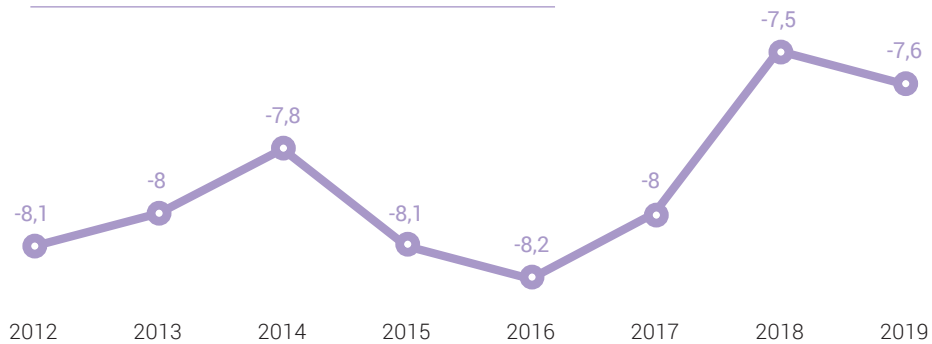
Nombre de services médico-psychologiques en France de 2006 à 2021



3 La redistribution diminue nettement le taux de pauvreté, mais cet effet semble s'affaiblir

La protection des plus fragiles est un des marqueurs d'une société résiliente. Dans son ouvrage annuel « Minima sociaux et prestations sociales », la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) souligne que ces dépenses de prestations sociales, combinées aux effets de l'impôt ont un effet très significatif sur le taux de pauvreté qui s'établit à 14,6 % en 2019, contre 22,2 % si cette redistribution n'avait pas existé. Toutefois, alors que le taux de pauvreté des Français connaît une augmentation tendancielle depuis le milieu des années 2000, l'impact de la redistribution sur la pauvreté des ménages a légèrement diminué en 2018 et 2019 par rapport aux années précédentes.

Effet de la redistribution sur le taux pauvreté à 60 %



Lecture : En 2019, les prestations sociales, combinées aux effets de l'impôt diminuent le taux de pauvreté de 7,6 points (14,6 % contre 22,2 % si cette redistribution n'avait pas existé). **Champ :** France métropolitaine, personnes appartenant à un ménage vivant dans un logement ordinaire, dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante. **Sources :** Insee-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) 2012-2019.

Une cohésion fragile

Le modèle de **cohésion sociale** donne lui aussi différents signaux de fatigue, probablement amplifiés par la pandémie : on constate une **diminution du nombre de personnes donnant leur sang**, ou effectuant des dons déclarés ; la pandémie a en outre donné un coup de frein sensible au dynamisme de création d'associations qui n'a pas encore retrouvé son niveau de 2019, le changement de structure de financement du monde associatif (moins de subventions, plus de mise en concurrence pour être opérateur d'appels à projets) vient **affaiblir la capacité d'innovation et de médiation des associations**. Enfin, alors que **l'économie sociale et solidaire avait eu tendance à prendre de l'ampleur** depuis le début des années 2000, depuis 2016 on note une stagnation de la part des salariés employés dans ces structures.

Des signaux positifs sont, toutefois bien là ; sur les onze indicateurs, quatre sont orientés positivement : différents travaux montrent, depuis une dizaine d'années **un engagement plus important des jeunes générations dans le bénévolat**, le monde associatif ou sous des formes nouvelles, moins institutionnalisées (participation ponctuelle au nettoyage d'un paysage, collages, micro-don, etc). Autre élément positif, **les liens qui avaient été interrompus par les confinements, et autres règles de distanciation sociale semblent avoir été, pour la plupart, renoués**. La tolérance à l'altérité notamment ethno-culturelle, mesurée par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est aussi en hausse depuis quarante ans (même si elle s'accompagne – ou provoque ? – d'une certaine radicalisation et hausse régulière du nombre de crimes, délits et contraventions à caractère raciste depuis 2017).

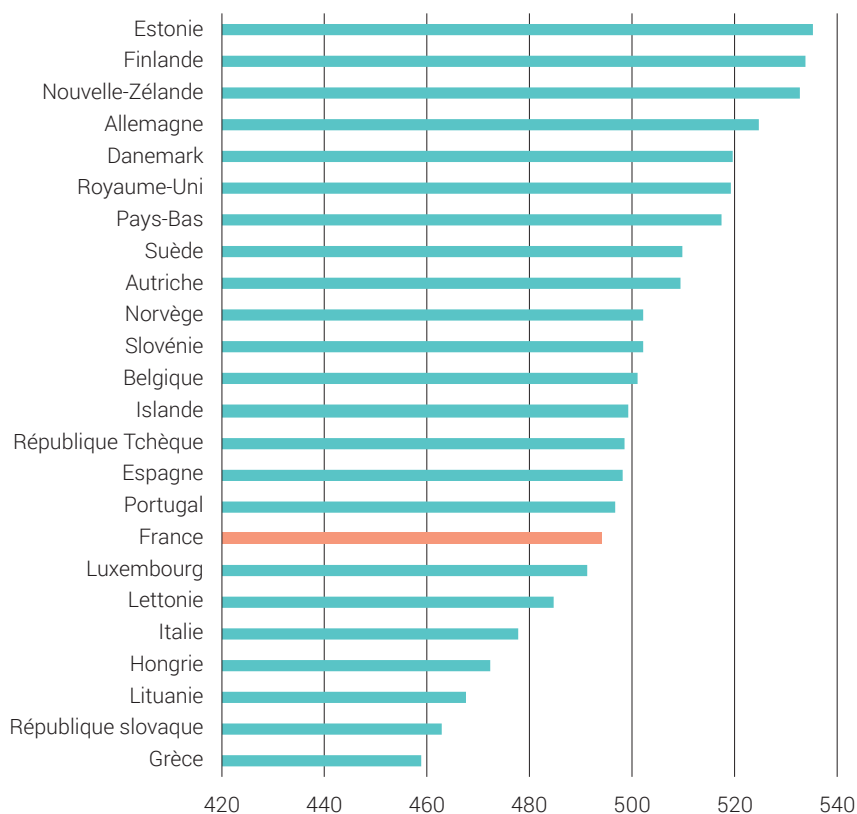
1 Une moins grande capacité des élèves à coopérer en France qu'ailleurs en Europe

La capacité à travailler collectivement est essentielle pour faire face aux défis complexes de la vie quotidienne, ainsi qu'aux défis économiques, sociaux et environnementaux qui touchent la société française. L'enquête intitulée « Programme international pour le suivi des acquis des élèves » (Pisa) menée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a évalué pour la première fois les compétences de résolution collaborative de problèmes des élèves de 15 ans. La France arrive 17^e des pays européens membres de l'OCDE et entre le 19^e et le 23^e rang dans le classement des 32 pays de l'OCDE qui ont participé à l'évaluation. Dans leurs travaux, Yann Algan, Élise Huillery et Corinne Prost (2018)² établissent, en comparant les différents pays européens, un lien entre les compétences sociales telles que la coopération, le respect ou la tolérance et les capacités d'innovation ou le bien-être des populations.

cf. graphique page suivante →

² ALGAN Yann, HUILLERY Élise, PROST Corinne, « Confiance, coopération et autonomie : pour une école du XXI^e siècle », *Les notes du conseil d'analyse économique*, n° 48, 2018.

Score moyen de résolution collective de problèmes



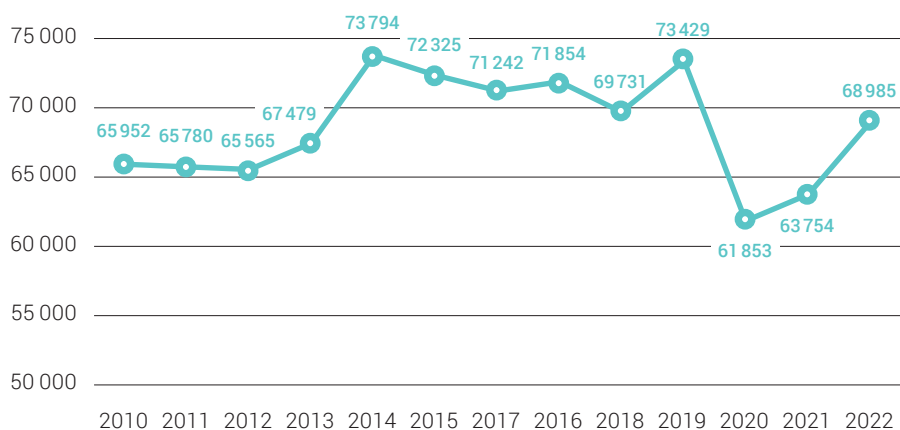
Source : OCDE, Pisa 2015. Champ : Pays membres de l'OCDE.

2 Un dynamisme associatif freiné (temporairement ?) par la crise du Covid-19, et la transformation des financements

Avec près d'1,5 million d'associations enregistrées en France en 2021, le tissu associatif français occupe un rôle important dans différents domaines de la vie de la société : la culture, le sport, l'éducation, l'environnement, l'action sociale, la santé... Le nombre d'associations créées annuellement en France permet de rendre compte pour partie de l'état de santé et du dynamisme du monde associatif. Après un premier pic du nombre d'associations créées en 2014 et un second en 2019, ce nombre chute brutalement en 2020 du fait de la crise sanitaire. L'année 2022 marque un retour au niveau de 2013, mais reste en dessous des années 2018 et 2019. Les résultats de cette année 2023 permettront de statuer sur un éventuel rattrapage du choc de la crise du Covid-19.

cf. graphique page suivante →

Nombre d'associations créées annuellement en France



Champ : France entière. **Source :** Répertoire national des associations, Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer – Calculs CREDOC.

3 Sur une longue période, la lente érosion de la fréquence des rencontres sociales

Les relations sociales font partie des besoins fondamentaux des êtres humains³. Ces dernières lui permettent de s'épanouir⁴, de résister à des expériences de vie négatives⁵, en se reposant sur un sentiment d'appartenance, d'identité et des groupes de pairs⁶.

Depuis 1996, on observe une relative stabilité de la fréquence des relations sociales. Leur repli en 2020, lors des périodes de confinement, a été suivi d'un retour dès 2021 aux niveaux de fréquentations pré-Covid. La fréquence des liens familiaux continue de s'éroder depuis le début des années 2000. La fréquence des liens amicaux qui, pendant longtemps, était plutôt orientée à la hausse, ne progresse plus.

cf. graphique page suivante →

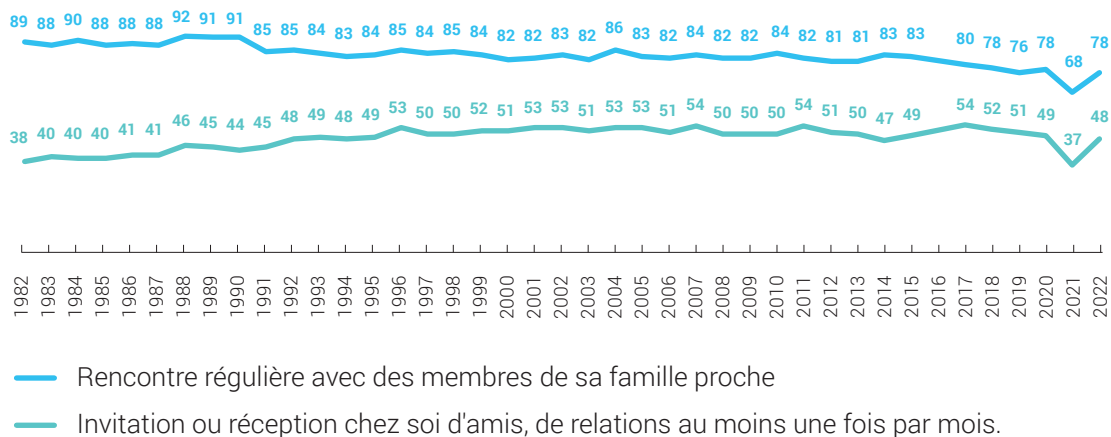
3 BOWLBY John, *The Bowlby-Ainsworth attachment theory*. *Behavioral and Brain Sciences*, 2 (4), 637-638, 1979; WINNICOTT Donald Woods, « Attachment Theory. » *Key Concepts in Mental Health* 10 : 421-8, 2019 ; GADAIS Tegwen, « Voici pourquoi nous avons tant besoin les uns des autres », *The Conversation*, 04/06/2020, <https://theconversation.com/voici-pourquoi-nous-avons-tant-besoin-les-uns-des-autres-139729>

4 VAN PEVENAGE Isabelle, « La recherche sur les solidarités familiales », *Idées économiques et sociales*, n°162, 2010, vol. 4, pp. 6-15.

5 BERHUET Solen, BRICE MANSENCAL Lucie, ÉTIENNE Lucie, GUISSÉ Nelly, HOIBIAN Sandra, « 10 ans d'observation de l'isolement relationnel : un phénomène en forte progression », *Baromètre Les solitudes en France - édition 2020*, décembre 2020, <https://www.credoc.fr/publications/10-ans-dobservation-de-lisolement-relationnel-un-phenomene-en-forte-progression-barometre-les-solitudes-en-france-edition-2020>

6 DUPUY Bernard, BOILEAU Roger, GADAIS Tegwen, « Social development of human beings : Identification and justification of fundamental concepts for the social dimension », *Conference : Education New Development*, juin 2019, https://www.researchgate.net/publication/333973783_Social_development_of_human_beings_Identification_and_justification_of_fundamental_concepts_for_the_social_dimension

Fréquence des rencontres sociales



Champ : De 1982 à 2015 : 18 ans et plus, France métropolitaine. Après 2015 : 15 ans et plus, France entière hors Mayotte. **Source :** CREDOC, Conditions de Vie et Aspirations.

Quels axes de progrès pour évaluer la résilience ?

Pour finir, la difficulté à trouver des indicateurs récurrents et fiables sur certaines dimensions nous semble révéler des angles morts de la résilience à la française, telle qu'elle est aujourd'hui envisagée :

- **La capacité de coopération** (à l'école, en entreprise, ou ailleurs) qui est essentielle à la fois pour surmonter les difficultés de la vie mais aussi faire face à des chocs plus importants, ne fait l'objet que de très peu de mesures. L'enquête PISA de 2015 met en lumière les lacunes du système scolaire français en la matière.
- Les moyens d'accéder à des indicateurs fiables sur **la place des entreprises** dans la préparation aux chocs, la protection sociale, le vivre ensemble, et en un mot la résilience de la société semblent manquer.



Faire ensemble et coopérer face aux crises

L'appel-engagement de la Croix-Rouge française

La Croix-Rouge française constate au quotidien la multiplication des crises et l'émergence de nouvelles vulnérabilités. Convaincus de notre capacité à faire face, nous appelons l'ensemble des acteurs concernés à renverser la tendance d'une résilience qui s'érode. Société civile, Etat, collectivités territoriales et acteurs économiques doivent être prêts à se mobiliser autour d'un objectif : préparer notre société aux crises. C'est l'engagement de la Croix-Rouge française : dialoguer avec l'ensemble de ses parties prenantes afin de nous préparer aux crises futures et amorcer une trajectoire de résilience collective.

De la réactivité à la proactivité : nous préparer aux conséquences des dérèglements climatiques

La première des priorités est de s'adapter au changement climatique, qui fait désormais partie de notre quotidien. Les efforts d'atténuation lancés doivent être complétés par des efforts importants d'adaptation, dans un contexte où il existe un décalage important entre le sentiment d'exposition et celui de préparation : si trois quart des Français se sentent exposés à au moins un risque (74%), seuls 60 % se sentent bien préparés face aux risques extérieurs. Pour cela, nous émettons trois recommandations qui doivent guider l'action collective :

1

Développer la journée nationale d'exercice et de préparation.

Une journée de la résilience a été lancée en 2022, il s'agit désormais d'amplifier cette dynamique, afin de permettre :

- Un temps de sensibilisation, de formation et de simulation de crises, partout sur le territoire, dans les écoles, universités, entreprises ;
- Un temps démocratique lors duquel le Gouvernement présenterait l'état de la préparation du pays face aux risques ;
- Un temps de bilan local, l'occasion pour les communes de faire le point sur l'organisation de la réponse et des solidarités de proximité.

2

Garantir une formation aux premiers secours et aux comportements qui sauvent, avec pour objectif de former 80% de la population.

Dans 9 situations d'urgence sur 10, c'est la vie d'un proche qui est en jeu. Pourtant, seul un Français sur deux a une connaissance des gestes qui sauvent et seulement un sur dix en a aujourd'hui une très bonne connaissance, comme le montre l'indicateur analysé. Cette formation est un élément central de notre résilience collective.

3

Garantir les conditions d'un parcours d'engagement, tout au long de la vie, de l'école à l'entreprise.

Pour cela, nous proposons des solutions à déployer à chaque étape, en fonction des acteurs :

→ ÉCOLES ET UNIVERSITÉS

Proposer une « option engagement » dans le cursus scolaire et universitaire, afin de permettre l'acquisition de savoir-faire (premiers secours, conduite de projets solidaires), la sensibilisation aux crises, et l'apprentissage de valeurs humaines et citoyennes.

→ ENTREPRISES

Faciliter la mise à disposition par l'employeur pour des missions d'intérêt général.

Développer l'engagement des entreprises et des salariés, ainsi que leurs liens avec les associations et collectivités, permettrait de renforcer notre capacité à faire face aux crises.

→ CITOYENS ET ASSOCIATIONS

Garantir le déploiement du compte d'engagement citoyen afin de reconnaître et d'encourager davantage l'engagement, moteur central d'une société plus résiliente.

Amorcer une trajectoire de résilience collective

Les crises exacerbent les inégalités et frappent en premier lieu les plus fragiles. Protéger les plus vulnérables et les mettre en capacité de construire leur autonomie constitue dès lors une nécessité vitale et un devoir moral. Sur la base des indicateurs identifiés, certains enjeux semblent prioritaires pour amorcer une trajectoire de résilience collective. Pour cela, 4 priorités doivent guider notre action, que nous soumettons non pas comme des recommandations, mais comme des axes structurants autour desquels nous devons construire la résilience de notre société.

→ **Mieux accueillir**

Garantir les conditions d'un accueil digne et impartial pour chacune et chacun constitue la première étape de cette trajectoire. Un principe qui doit s'appliquer pour celles et ceux résidant sur le territoire national, ainsi que pour les populations migrantes, dans un contexte où nous avons récemment atteint le triste record de 100 millions de personnes déplacées ou réfugiées dans le monde. Développer notre résilience commence donc par la mise en place de mécanismes durables pour améliorer l'accueil des plus vulnérables et faciliter leur insertion professionnelle. Ceci afin de permettre, dès le premier jour, de créer les conditions de leur autonomie et de leur résilience. →

→ **Mieux loger**

L'espérance de vie d'un sans domicile fixe est de 48 ans. La résilience, le bien-être et la dignité humaine sont consubstantiels à l'accès à un logement. Or aujourd'hui les hébergements d'urgence sont sous tension, et l'attente moyenne avant l'intégration d'un logement social est de 27 mois. Il s'agit d'offrir à chacun une perspective de sortie des hébergements d'urgence vers un logement durable pour assurer un véritable parcours vers l'autonomie.

→ **Mieux nourrir**

En 2022, les besoins en aide alimentaire ont augmenté de 22 %. Dans un contexte de tensions sur les chaînes d'approvisionnement, de raréfaction des ressources et d'augmentation des prix, la priorité doit être accordée à l'accès à une alimentation durable, en toute circonstance. Une refondation

structurelle de nos politiques publiques et de nos mécanismes de solidarité doit être mise en œuvre afin de garantir cet accès vital, indépendamment des contingences.

→ **Mieux soigner**

7 Français sur 10 ont déjà renoncé au moins une fois à se soigner. Les indicateurs le montrent, les conditions d'accès aux soins se dégradent. « Prendre soin » dans une perspective de résilience, nécessite de tenir compte de l'environnement social, physique et affectif de la personne et de reconnaître l'importance du lien entre santé physique et santé mentale. A cet égard, il nous semble prioritaire de (i) décloisonner structures sociales et sanitaires pour favoriser un parcours de santé globale ; (ii) poursuivre les efforts afin de développer l'attractivité des métiers du soin ; (iii) construire notre résilience autour de l'enjeu de santé mentale.

Notre message

Cette résilience se construira ensemble,

par des regards croisés, avec les forces vives de la société et par une culture de l'anticipation afin de mieux identifier et prévenir les ruptures de demain. Ce rapport est un appel à agir collectivement dans la même direction : celle de la préparation face à des crises amenées à perdurer et à rythmer notre quotidien.

C'est le message que nous porterons avec humilité,

en nous questionnant à chaque étape, durant nos « Campus des solutions », dans notre plaidoyer et au sein de notre organisation de 100 000 volontaires.

C'est aussi le sens des actions que nous menons.

Nous avons par exemple lancé les formations aux premiers secours psychologiques. Ceci afin de construire une réponse concrète à l'enjeu majeur de la santé mentale, intimement lié aux ruptures que nous traversons.

Définition de la résilience

“**Chaque discours tenu sur la résilience continue, aujourd’hui comme hier, à éclairer sur celui qui en parle autant que sur ce dont il parle.**” **Serge Tisseron**

Les multiples vies d’un concept

« Loi climat et résilience », « Villes résilientes », projet satellitaire résilient¹, la résilience est de tous les discours et de toutes les crises. Son succès est patent : au cours de deux décennies passées, la fréquence de citation du mot dans des ouvrages français, toutes disciplines confondues, est multipliée par quatre². Pour dresser l’état des lieux de la résilience de la société française, nous en proposons ici une définition avec un bref, mais nécessaire, passage par les multiples vies et les débats autour du concept, et la pluralité des visions du monde et valeurs qu’il peut porter.

Comme tout concept englobant, le sens et la définition du mot résilience ont évolué au gré

des disciplines, des auteurs et des époques³. On trouve des usages du mot résilience dès le XIX^e siècle⁴ dans les domaines de la physique des matériaux et de l’ingénierie civile⁵. Dès les années 30, la notion s’échappe du périmètre des sciences physiques, pour désigner les **qualités d’une société** dans les écrits de Paul Claudel qui salue, au lendemain de la crise de 1929, la puissance de rebond manifestée aux U.S.A.⁶.

Après avoir été repris en écologie⁷, le concept est popularisé par Boris Cyrulnik dans les années 80. Le psychiatre s’intéresse aux mécanismes biologiques, psycho-affectifs,

¹ Projet IRIS, « Infrastructure for Resilience Interconnectivity and Security by Satellite », 17/11/2022, consulté le 15/05/2023, https://defence-industry-space.ec.europa.eu/welcome-iris2-infrastructure-resilience-interconnectivity-and-security-satellite-2022-11-17_en

² Crédoc, à partir de Google books, qui permet des recherches dans corpus d’environ 800 000 livres en français.

³ TISSERON Serge, *La résilience*, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2017, <https://www.cairn.info/la-resilience-9782130792581.htm>

NILLUS Amélie, Généalogie du concept de résilience, Mémoire en histoire de la philosophie, ENS Lyon, http://www.ch-le-vinatier.fr/documents/Publications/These_RECHERCHE_Orspere_Samdarra/Memoire_A_NILLUS.pdf

⁴ Citons par exemple, TREGOLD Thomas, *On the Transverse Strength and Resilience of Timber*, 1818, Bulletin de la Commission Internationale Du Congrès Des Chemins de Fer. (1900). Belgium : P. Weissenbruch.

⁵ Les matériaux dits résilients ont une capacité à résister à de fortes pressions, les ouvrages résilients (pont, bâtiment, etc.) arrivent à maintenir la fonction pour laquelle ils ont été conçus et à minimiser toute perturbation d’événements météorologiques extrêmes (pluies extrêmes, etc.).

⁶ « Il y a dans le tempérament américain une qualité que l’on traduit là-bas par le mot *resiliency*, pour lequel je ne trouve pas en français de correspondant exact, car il unit les idées d’élasticité, de ressort, de ressource et de bonne humeur. », CLAUDEL Paul, *L’Elasticité américaine*, 1936.

⁷ HOLLING Crawford Stanley, « Resilience and Stability of Ecological Systems », *Annual Review of Ecology and Systematics*, no 4, p. 1-23, 1973, www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.es.04.110173.000245

Définition de la résilience

sociaux et culturels qui permettent à une personne de ne pas rester emprisonnée dans un traumatisme psychique⁸, et connaître un nouveau développement après celui-ci. Il s'appuie notamment sur les travaux précurseurs de John Bowlby qui montre l'importance d'une base de sécurité affective dans la capacité à faire face (« coping ») à des situations stressantes.

Dans les années 2000, les sciences sociales et en particulier les politiques sociales s'approprient, elles-aussi, ce concept. La notion invite les professionnels du champ social à poser un autre regard sur la réalité et les modalités d'accompagnement^{9 10} : il s'agit d'aider les personnes à se construire elles-mêmes un chemin de vie en mobilisant les ressources des personnes, de leur entourage, de la communauté.

Préparation, protection, cohésion, les 3 piliers de la résilience d'une société

Nous proposons, en miroir de la définition de la vulnérabilité proposée par Nicolas Sirven¹¹, des travaux menés par la Croix-Rouge française avec Futuribles, et des travaux du CREDOC sur la cohésion sociale¹², de résu-

⁸ CASTEL, Robert, *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Edition du Seuil, 2009

⁹ POCHE Fred, *Une politique de la fragilité. Ethique, dignité et luttes sociales*, Paris, Cerf, 2004

¹⁰ MANCIAUX Michel, « La résilience. Un regard qui fait vivre », *Études*, 2001/10 (Tome 395), p. 321-330, www.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321.htm

¹¹ SIRVEN Nicolas, « De la pauvreté à la vulnérabilité : Évolutions conceptuelles et méthodologiques », *Mondes en développement*, 2007/4 (n° 140), <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2007-4-page-9.htm>

¹² HOIBIAN Sandra, BLEHAUT Marianne, GRUBER Nicole, *COVID-19 and Social Cohesion – COSOCO, 2022*, <https://anr.fr/Project-ANR-21-COVR-0018>

HOIBIAN Sandra, *La cohésion sociale à l'épreuve de l'individualisation au cours des 40 dernières années en France : du modèle de la compétition à celui de la coopération*, thèse de doctorat, 2020

mer la résilience comme **le rapport entre la préparation, la protection, la cohésion de la société et l'exposition aux risques**.

L'état des lieux de la résilience déployé dans ce rapport consiste donc dans un diagnostic porté sur :

L'exposition aux risques

Plus la probabilité de survenue des risques est forte, plus les risques sont nombreux, plus ils sont imminents, plus ils ont d'impact et plus ils nécessitent de renforcer la préparation, la protection et la cohésion. Les risques abordés peuvent aussi bien être environnementaux, sociaux, sécuritaires, socio-économiques, démocratiques...

1 La préparation

Une société résiliente est une société « prête », c'est-à-dire qui a conscience des risques auxquels elle est exposée, qui forme et accompagne ses membres pour qu'ils soient en mesure de comprendre le monde qui les entoure, d'imaginer de nouvelles voies pour éviter la survenue de ces risques, qui veille à la prévention, et dans laquelle les individus ne sont pas fragilisés économiquement.

2 La protection

Une société résiliente est une société qui est capable de protéger les individus pour minimiser les effets des aléas. C'est-à-dire qui réagit promptement en cas de choc, qui réduit les inégalités sociales par son système de protection, son système éducatif, qui protège ses citoyens des risques environnementaux, qui offre un bon niveau de protection de santé.

3 La cohésion

Une société résiliente est une société où la cohésion sociale est forte. La cohésion sociale est un des ressorts avérés des capacités d'innovation, de réaction, de protection en cas de choc. Une société est d'autant plus résiliente que les individus,

Définition de la résilience

entreprises, organisations qui la composent sont engagés : via du bénévolat, des dons, une participation associative, des engagements sociétaux. Un lien social riche et diversifié permet des ponts entre des univers variés, la tolérance à l'altérité facilite les interactions entre ses membres, et la résilience est favorisée par une implication de tous les acteurs, y compris les acteurs du monde économique.

Collective, plastique, évolutive, et positive, les 4 valeurs sous-jacentes au périmètre retenu

Si son origine étymologique est consensuelle¹³, les débats sur la vision de société¹⁴ portée par ce concept restent nombreux. Voici, en quelques mots, la résilience de la société française que nous nous attachons à décrire et analyser dans ce rapport **proposant une vision panoramique de la résilience de la société française au travers d'un regard synthétique et englobant**, ainsi que les principes qui ont guidé le choix des indicateurs retenus.

¹³ Le terme Résilience vient du latin « resiliere », de « salire » qui signifie sauter et « re » qui indique un mouvement en arrière

¹⁴ MOATE Laura, VALTAT Jean-Michel, *Narcisse exaucé, ou les illusions de la résilience*, Esprit, juin 2022

RIBAUT Thierry, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, coll. « Pour en finir avec », 2021

MARQUIS Nicolas, « La résilience face au malheur : succès et usages des ouvrages de Boris Cyrulnik », *SociologieS*, 13 mars 2018.

CABANAS Edgar et ILLOUZ Eva, *Happycratie. Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Paris, 2018.

→ **Collective**

Notre rapport s'inscrit dans une **vision sociétale de la résilience**¹⁵. En effet, les liens sociaux, la famille, les institutions de protection peuvent aussi bien être soutenant que vulnérabilisants. Il ne s'agit plus d'étudier les individus et leurs caractéristiques propres, mais bien la résilience de la collectivité française, pensée comme un **organisme vivant** : l'organisation de la société, ses valeurs, son état social, politique, démocratique, sanitaire... permettent-ils à la nation et aux individus qui la composent de faire face à des chocs, d'anticiper et se préparer à des bouleversements ?

Pour cela, nous avons retenu des indicateurs qui portent à la fois sur des situations individuelles au croisement de choix personnels et de politiques que des indicateurs qui relèvent de l'organisation sociale.

→ **Plastique**

Souhaiter que la société française « absorbe » les chocs ou cherche uniquement à s'y « adapter »¹⁶ reviendrait d'une certaine manière à les rendre acceptables¹⁷, sans remettre en question leurs **causes**. Il nous semble en effet

L'homme capable est le même que celui dont la puissance d'agir est empêchée.

Cf. P. Ricœur, sa conceptualisation de l'homme comme « homme capable ».

¹⁵ Ce que Serge Tisseron désigne par la quatrième vague des notions de résilience (cf. op.cit)

¹⁶ STIEGLER Barbara, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*. Gallimard, « NRF Essais », 2019, <https://www.cairn.info/il-faut-s-adapter-sur-un-nouvel-imperatif-politique--9782072757495.htm>

¹⁷ RIBAUT Thierry Ribaut, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, coll. « Pour en finir avec », 2021.

Définition de la résilience

qu'une société ne peut jamais « revenir » à son état antérieur après un choc ou face à une menace. Il s'agit donc ici d'étudier dans quelle mesure la société française est « plastique », c'est-à-dire si elle arrive à opérer des changements, des **transformations**, une fois les risques survenus, mais aussi **en amont**, en prévention pour éviter qu'ils ne se produisent. Nous avons choisi ici, de dresser un bref rappel annuel des risques qui planent sur la société française et d'étudier dans quelle mesure celle-ci est capable de les **prévenir**, et ainsi **éviter leurs probables conséquences négatives**. Le choix a donc été d'opter pour un nombre d'indicateurs resserré mais portant sur différents sujets (climatiques, sécuritaires, etc)¹⁸.

→ **Évolutive**

La résilience de la société française que nous décrivons n'est pas figée dans le temps, mais est bien un **processus** : selon les périodes, les circonstances, les actions des acteurs (politiques, citoyens, entreprises, associations, etc.), la société française pourra selon les dimensions étudiées, être vulnérable ou résiliente. La dimension temporelle nous paraît d'autant plus importante à suivre, que les traces d'un trauma peuvent persister ou apparaître au-delà du moment où on y est confronté. C'est pourquoi, autant que possible, les indicateurs choisis s'inscrivent dans le temps long et seront produits de manière récurrente à l'avenir.



18 Un premier travail de repérage des multiples risques auxquels est confrontée la société française avait été réalisé par Futuribles pour la Croix-Rouge française, et le suivi de ces risques fait d'ailleurs l'objet de multiples rapports d'organisations diverses selon les champs concernés (Giec, Fondation Abbé Pierre, etc).

**Il n'y a pas d'un côté
des publics fragiles
et de l'autre
des populations
autonomes.**

→ **Positive**

Une critique souvent portée à l'égard de la résilience serait son caractère résolument optimiste, excluant d'une certaine manière l'échec ou la présence de seuils au-delà desquels s'opèrent des fractures sans retour. Sans nier ces écueils, ce rapport se place effectivement dans une **approche positive**, qui ne se centre pas seulement sur les risques et facteurs de fragilités de la société, mais met également en lumière **les atouts des personnes, des territoires, des collectifs** sur lesquels capitaliser et les solutions apportées. On est ainsi résilient par rapport à une difficulté, un accident, une catastrophe, un traumatisme¹⁹. Bien au contraire d'une démarche consistant à trier les individus selon qu'ils soient supposément « résilients » ou non, la résilience décrite dans ce rapport permet de reconnaître **à la fois** la vulnérabilité et la capacité d'agir qui sont en chacun de nous, variables selon les périodes de la vie, les aléas et risques auxquels chacun est exposé, les ressources sur lesquelles il est possible de s'appuyer. Le rapport se place dans une posture proche de l'empowerment, autrement dit, il cherche à offrir un diagnostic fiable à la société pour qu'elle trouve collectivement des moyens d'avancer, de bifurquer, d'agir.

19 BERHUET Solen, CROUTTE Patricia, DE BARTHES Jeanne, HOIBIAN Sandra, « Tous autonomes et vulnérables à la fois » - Etat des lieux des publics fragiles, CREDOC, Cahier de recherche C348, 2020, <https://www.credoc.fr/publications/tous-autonomes-et-vulnerables-a-la-fois-etat-des-lieux-des-publics-fragiles>

Concrètement, la contribution de la Croix-Rouge française à la résilience de la société française

La Croix-Rouge française est impliquée sur quatre dimensions en ce qui concerne la résilience de la personne humaine :

1

. être (in) formé .

- Disposer des compétences de base pour affronter les crises ;
- Être en capacité de prendre du recul face à un environnement perturbé ;
- Avoir une lecture critique et citoyenne de l'information ;
- Pouvoir prendre des décisions éclairées en autonomie.

4

. être en action .

- Construire la confiance en sa capacité à agir à travers des activités et des rituels du quotidien ;
- Se positionner comme acteur de sa propre prévention et protection ;
- S'engager au service de la communauté.

2

. être en sécurité .

- Avoir ses besoins fondamentaux (se nourrir, être à l'abri...) couverts ;
- Développer l'estime de soi à travers la perception d'une relation positive avec ses pairs ;
- Trouver du sens dans son quotidien et son environnement ;
- Faire confiance aux filets de sécurité institutionnels.

3

. être en lien .

- Participer à la vie de la société ;
- Développer l'empathie et l'altruisme à travers des relations humaines de qualité et enrichissantes ;
- Faire grandir son « capital social » en s'appuyant sur une infrastructure sociale qui encourage le contact, le support mutuel, et la collaboration.

Cette implication s'inscrit dans les orientations définies par la Fédération internationale des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) sur la résilience : le cadre pour la résilience des communautés (FICR - mars 2018) et la Feuille de route vers la résilience communautaire (FICR - mars 2018).

Pour la FICR, le renforcement de la résilience communautaire consiste à donner aux communautés les moyens de façonner leur vie et de créer un avenir sûr, sain et prospère. Il s'agit d'un processus participatif dirigé par les communautés elles-mêmes, et non quelque chose qui peut ou devrait leur être imposé.

La feuille de route pour la résilience communautaire fournit des conseils étape par étape sur la façon dont les Sociétés nationales peuvent mieux coordonner et adapter leur travail pour s'engager avec les communautés et les aider à développer des plans d'action pour le renforcement de la résilience.

Méthodologie

Le choix d'indicateurs n'est jamais neutre. Donner un coup de projecteur sur certains signifie mécaniquement mettre l'accent sur telle ou telle facette d'un phénomène, avec de possibles impacts sur l'action des pouvoirs publics, des acteurs. Les débats autour de la pertinence du PIB ou d'indicateurs alternatifs de richesse en sont un exemple parlant²⁰. La description des étapes de travail mobilisées par le CREDOC pour opérer ces choix est présentée ici, afin d'éclairer les travaux, et offrir un espace à la discussion pour leur évolution, amélioration à l'avenir.

Le CREDOC s'est appuyé sur les étapes de travail suivantes :

étape 1

Un travail bibliographique sur la notion de résilience a été réalisé, mobilisant aussi bien des sources académiques, des ouvrages de vulgarisation que des publications institutionnelles, ce travail a abouti à répertorier quatre grandes dimensions de la résilience :

- D'un côté les risques,
- De l'autre la préparation, la protection et la cohésion sociale.

De nombreux rapports alertent sur les risques encourus par notre société et les possibles chemins de résilience (rapport du GIEC sur les questions environnementales, rapport de la Fondation Abbé Pierre sur le mal logement, etc.). Un précédent travail réalisé en grande partie par Futuribles à la demande de la Croix-Rouge française²¹ avait déjà brossé

²⁰ MEDA Dominique, *Promouvoir de nouveaux indicateurs de richesse : histoire d'une « cause » inaboutie*, FMSH-WP-2020-145, juin 2020.

²¹ Disponible dans le rapport : Croix-Rouge française, « Anticiper 2030 – Crises, transformations et résilience - Cahier de prospective », 2021, <https://www.croix-rouge.fr/Actualite/2030-c-est-demain.-Alors-preparons-nous-des-maintenant.-I.-2578>

un état des lieux relativement exhaustif et détaillé de ces nombreux travaux.

L'objet de ce rapport était donc de proposer un cadre de référence, qui puisse être relativement **synthétique et qui apporte un regard panoramique et transverse**, à des dimensions souvent présentées « en silo ».

La création d'indices synthétiques a très vite été écartée, car comme l'explique Julien Damon à propos des arbitrages sur les indicateurs de pauvreté²², celle-ci est en général assez compliquée à comprendre (de quoi parle-t-on vraiment ?), pose de nombreuses questions techniques (comment additionner les risques environnementaux et économiques ?), et est problématique à faire vivre dans le temps : comment intégrer de nouveaux risques qui surviendraient ? comment interpréter des indices globaux qui masquent si facilement des évolutions contradictoires des indicateurs les composant ?

Le choix a donc été, dans ce rapport, d'opter pour l'établissement d'un **tableau de bord** synthétique et transverse, espérant ainsi apporter par ce regard panoramique global, une plus-value par rapport à la littérature existante.

étape 2

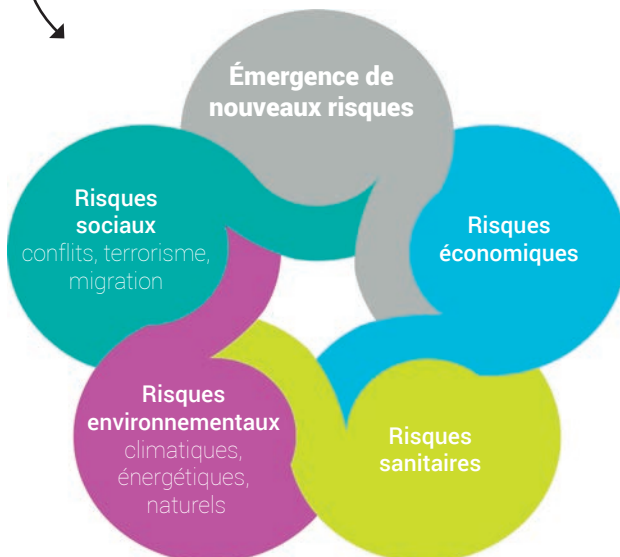
Par la suite, en lien avec la Croix-Rouge française et la Fondation Croix-Rouge française, 43 indicateurs ont été choisis suivant trois grands axes.

Comme nous l'avons évoqué, des indicateurs ont été recherchés pour couvrir les quatre grandes dimensions de la résilience identifiées en amont : risques, préparation,

²² DAMON Julien, Diversité des définitions, contraste des évolutions, in Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté, Constructif n°62, juin 2022

protection et cohésion sociale. Nous avons veillé à limiter l'analyse à une dizaine d'indicateurs par grande dimension.

- Nous avons mobilisé principalement des **données déjà publiées** par ailleurs, complétées de quelques **données inédites de l'enquête « Conditions de vie et aspirations du CREDOC »** qui dispose d'un historique de 45 années de suivi de la population française ;
- Une attention a été portée pour intégrer à la fois des risques/indicateurs de résilience **individuels**, pour lesquels les citoyens sont les premiers artisans, et des indicateurs plus **structurels, collectifs** nécessitant une organisation structurée ;
- Le choix des indicateurs a également été réalisé en tenant compte des différentes **familles de risques** (même si celles-ci sont souvent interconnectées).



Le regard de la Fondation Croix-Rouge française

Depuis 10 ans, la Fondation Croix-Rouge française concentre ses efforts sur des recherches en sciences humaines et sociales. Grâce à des recherches rigoureuses, méthodologiquement exigeantes et menées au cœur de terrains difficiles, la Fondation contribue à la production de connaissances novatrices, pour mieux comprendre les vulnérabilités et agir de manière efficace auprès des personnes touchées.

La Fondation a contribué à l'élaboration de ce rapport en apportant une perspective scientifique. Une importance particulière a été accordée à la mise en perspective de ces indicateurs avec des recherches en sciences humaines et sociales menées à l'aide d'approches ethnographiques et de méthodes plus qualitatives. Celles-ci offrent un regard différent sur les facteurs de vulnérabilité et de résilience, permettant alors de mieux saisir ces notions complexes.

Le choix des indicateurs s'est également appuyé sur les principes suivants :

- **Pertinence de l'indicateur** (analyse de la littérature, discussion en groupe de travail) ;
- **Fiabilité de la source** : producteur institutionnel ou scientifique ;
- **Disponibilité de la donnée** ;
- **Existence d'historique sur l'indicateur** : 35 indicateurs sur les 43 retenus disposent d'un historique, et la moitié offre un regard a minima depuis le début des années 2000, voire pour certains depuis les années 80 ou 90²³ ;
- **Production régulière des données** favorisant son suivi dans le temps les années suivantes, avec pour objectif de pouvoir observer les trajectoires (la résilience étant un processus plus qu'un état).

²³ Précisément : 3 sont suivis depuis les années 80, 5 depuis les années 90, 11 depuis les années 2000, 9 depuis les années 2010, 7 depuis 2015, et 7 n'ont pas de comparatif historique.

Méthodologie

Dans plusieurs cas, **un même indicateur pouvait être à la fois un risque et un facteur de résilience** (exemple : lien social). Le choix a été fait d'accorder une part prépondérante dans le rapport à la **mesure de la résilience**. En l'occurrence par exemple, plutôt que d'analyser l'indicateur d'isolement relationnel ou de solitude, nous avons choisi des indicateurs portant sur la fréquence des liens, la diversité des réseaux sociaux, le bénévolat, la capacité à collaborer, etc. Les résultats obtenus ne diffèrent évidemment pas selon que l'on regarde le verre à moitié plein ou à moitié vide, mais ils orientent les analyses vers les forces en présence et les besoins.

Le classement des indicateurs dans les trois grands axes (préparation, protection, cohésion) a été d'autant plus complexe que de nombreux indicateurs se croisent. Par exemple, l'accessibilité potentielle à un médecin permet à la fois d'approcher dans quelle mesure la société française offre des soins accessibles (protection) et dans quelle mesure son organisation lui permet d'être prête à faire face à des chocs ou à les éviter (préparation).

Une attention a également été portée à la nature de l'indicateur retenu sur un sujet et **sa pertinence par rapport à l'objectif global d'état des lieux de la résilience**.

Pour cela, dans la mesure du possible, les indicateurs d'intervention ont été **rapportés aux besoins**.

Par exemple, plutôt que de suivre les montants financiers de la protection sociale, le nombre de bénéficiaires, le nombre de dispositifs, etc. nous avons retenu la mesure de **l'impact de la redistribution sur le taux de pauvreté**.

Autre exemple, l'indicateur de mortalité évitable (plutôt que de la mortalité toutes causes) a été choisi, car il offre un regard sur la capacité d'action potentielle.

Le choix des indicateurs a été réalisé de manière itérative et a été discuté avec la Croix-Rouge française lors de 3 ateliers de travail. Ponctuellement, des conseils ont pu être demandés à des experts sur certains sujets (par exemple sur le champ environnemental).

étape 3

L'analyse de chaque indicateur a été réalisée de manière dissociée par une équipe de cinq chercheurs, avec des relectures croisées. Les analyses ont, dans la mesure du possible, été réalisées en historique, parfois complétées de quelques analyses territoriales ou internationales. Les prochains opus du rapport pourront élargir la focale sur ces deux dimensions.

étape 4

La synthèse a ensuite été réalisée.

La rédaction du rapport a été réalisée par le CREDOC. Ce premier rapport est appelé à être suivi, affiné et enrichi chaque année, avec de possibles focus sur des aspects (risques émergents par exemple) ou des angles d'analyse spécifiques (géographiques, etc). Il doit pouvoir offrir une base de discussion et d'échanges pour tous les acteurs qui aspirent à bâtir une résilience collective.

Principales sources mobilisées pour la rédaction du rapport

- . **ADEME**, Agence de la transition écologique, Baromètre des représentations sociales du changement climatique.
- . **ARCOM, ARCEP**, Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, CGE, ANCT, CREDOC, Baromètre du numérique 2020, 2022.
- . **ANSSI**, Agence nationale des systèmes d'information, Ministère de l'Intérieur.
- . **ASSURANCE MALADIE**, Série annuelle sur la prévalence des affections de longue durée (ALD).
- . **CEVIPOF**, Centre de recherches politiques de Sciences Po, Baromètre de la confiance politique.
- . **CNCDH**, Commission nationale consultative des droits de l'homme, Baromètre annuel de la tolérance.
- . **CREDOC**, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, Enquête conditions de vie et aspirations.
- . **CROIX-ROUGE FRANÇAISE**, Baromètre Les Français et les gestes qui sauvent, sondage Opinion Way, 2022.
- . **DREES**, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
 - . Enquête santé européenne (EHIS),
 - . Enquête auprès des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS),
 - . Séries longues d'indicateurs de pauvreté avant et après redistribution, de niveau de vie et de décomposition du revenu,
 - . Enquête Statistique annuelle des établissements de santé (SAE),
 - . Accessibilité potentielle localisée.
- . **EFS**, Établissement Français du Sang, Rapport annuel.
- . **FONDATION ABBÉ PIERRE**, Rapports annuels sur le mal-logement.
- . **FRANCE BÉNÉVOLAT ET RECHERCHES & SOLIDARITÉS**, Enquête IFOP.
- . **FRANCE GENEROSITÉS**, Baromètre de la générosité.
- . **INSEE**
 - . Comptes nationaux,
 - . Enquête Emploi,
 - . Statistiques sur les ressources et conditions de vie, SILC- SRCV 2008 – 2020,
 - . INSEE et INSERM Score santé basé sur les données de -CépiDc.
- . **INSEE - DGFIP - CNAF - CNAV - CCMSA**, Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2014 à 2019 (EFRS).
- . **MÉTÉO FRANCE**
 - . Indice d'humidité des sols pour le dispositif CATNAT,
 - . Observatoire permanent des catastrophes naturelles, base CATNAT.
- . **MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**
 - . Géorisques, base Gaspar,
 - . SDES, Service des données et études statistiques du Ministère de la transition écologique, Geod'air,
 - . SDES Estimations de l'empreinte carbone
 - . SDES, Agreste enquêtes Teruti 1981-1990, Teruti 1992-2003 et Teruti-Lucas 2006-2015 raccordées sur la moyenne 2017-2018-2019 de la nouvelle enquête Teruti INSEE.

• **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

ET DE LA JEUNESSE, DEPP, Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance du Enquêtes « Lire, écrire, compter », MENJS-Depp.

• **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

- Enquête Cadre de vie et sécurité,
- Répertoire national des associations,
- Statistiques des services d'incendie et de secours.

• **OCDE**, Organisation de coopération et de développement économiques

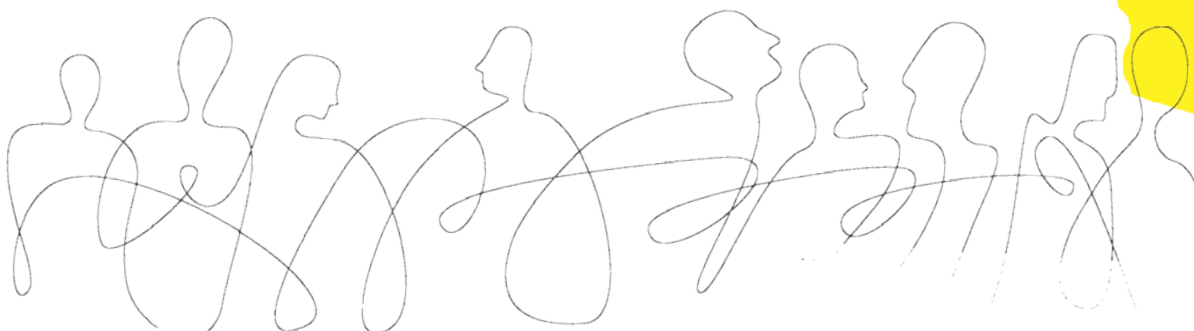
- Panorama de la santé,
- Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa), 2015,
- Annual Report on NCP Activity.

• **OFII**, Office français de l'immigration et de l'intégration, Rapport annuel d'activité.

• **SANTÉ PUBLIQUE FRANCE**, Taux de participation au programme de dépistage organisé du cancer.

• **UNIVERSITÉ D'UPPSALA**, Suède, Programme de données sur les conflits d'Uppsala, Département de recherche sur la paix et les conflits.

• **URSSAF CAISSE NATIONALE**, Les effectifs salariés et la masse salariale.



Ils ont participé à la réalisation de ce rapport

Conception - coordination

Laurent Amiand, Clément Morillion

Approche méthodologique et rédaction scientifique

Pour le CREDOC

Sandra Hoibian, Elodie Lemaire,
Sylvain Taboury, Lucie Brice-
Mansencal,
Eliot Forcadell, Nicolas De
Chambost De Lepin

Pour la Fondation

Croix-Rouge française

Julien Antouly, Virginie Troit

Analyses de la Croix-Rouge française et de ses partenaires

Membres du Comité d'expert

Julien Antouly, Estelle Burget,
Johan Girard, Charlotte
Guiffard, Sébastien Lagorce,
Guillaume Meugnier, Hubert
Pénicaud, Fabienne Pioch-Laval,
Virginie Streit, Virginie Troit

Contributeurs et relecteurs

Marine Aupiais, Jean-Daniel Balme,
Clémentine Braillon, Caroline
Brandao, Pierrick Brondel, Mathilde
Brun, Jérémie Chaligné, Zéphyr
Dessus, Michaël Drevet, Rosine
Duhamel, Vincent Gouinaud, Gaëlle
Jhamalodine, Christophe Jossa,
Camille Joubert, Estelle Kasidis,
Gwendoline Khoudi, Pauline
Lebas, Charlotte Lelong, Mathilde
Martin, Charlotte Martinez, Laura
Noegelen, Quentin Palermo,
Emmanuelle Pons, Marie-Luce
Rouxel, Aude Saintoyant, Axel
Sengenès-Cros, Nathalie Smirnov,
Charlotte Sorin, Caroline Soubie,
Virginie Streit, Nelly Tcheuffa,
Philippe Testa, Florent Vallée

Partenaires

Aurore Longbottom et Saad Zian
(Aurore), Brieuc Le Bars (Code
Phénix), Stéphanie Ferey et Barbara
Mauvilain (Fédération Française
des Banques Alimentaires), Nils
Pedersen et Bastien Engelbach
(La Fonda), Coline Siguier
(Mednum), Laure-Marie Issanchou
et Samir Toubal (Mutualité
Française), Victoria Mandefield
et Alexandra Lefeuvre (Solinum),
Julien Damon, Carole Le Floch

OURS

Comité de rédaction

Directeur de la publication

Philippe Da Costa

Directeurs de la rédaction

Sandra Hoibian, Virginie
Troit, Laurent Amiand

Direction artistique

Mise en page : Sandra Pasini
Illustrations : Michael Sallit

Juin 2023



Services administratifs

Campus Croix-Rouge française, 21 rue de la Vanne, CS 90070, 92126 Montrouge cedex
Tel 00 33 (0)1 44 43 11 00 www.croix-rouge.fr

Siège social

98 rue didot 75694, Paris cedex 14